L'ABEILLE.

PAR BULLITT BULLEN & MAGNE
No 82, rue Carondelet

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 24 JANVIER 1839.

POUR PRENDRE DES ETATS UNIS.

HENRY CLAY,

Soumis à la décision d'une Convention Nationale

Le navire à vapeur New York, capitaine Wright, de New York est arrivé ici hier vers huit heures du soir. Ayant touché à la Havane, il nous apporte des journaux de cette ville jusqu'au 18 du courant. Ces journaux ne contiennent cependant rien d'important. On trouvera sous le titre commercial les dernières avis de ce marché. Le vaisseau des E. U. le Boston, était à la Havane le 18 du courant. Le corsaire Bobinge faisait des démarches pour procurer la liberté aux marins américains qui furent emprisonnés il y a quelque temps, et qui sont maintenant attachés à la chaîne des forçats.

Un brick français formant partie de la flotte à la Vera Cruz, est arrivé à la Havane le 17. Il n'avait transpiré rien d'important au sujet du Mexique. Le bateau à vapeur Vitesé, deux frégates et trois brigs français, partis de l'escadre, étaient à la Havane. La Noticiosa du 18 cour. dit, qu'une confédération devait avoir lieu entre les commandans des forces française et anglaise, à Jalapa; et qu'il y avait toute probabilité que l'on en viendrait à des arrangemens définitifs entre la France et le Mexique, et qu'il y aurait cessation d'hostilité.

Ma. P. J. Roman, sourd-muet, capable d'instruire ceux affligés de la même infirmité se propose d'établir à cet effet, une école dans notre ville, s'il trouve des encouragemens suffisants.

Nous appelons l'attention des capitalistes sur la vente des magnifiques propriétés de Mr P. SOULE, laquelle vente aura lieu aujourd'hui à la Bourse de la Cité, rue St. Louis, par le ministère de M. Barnett, encanteur.—Voir les avis.—

Le Louisianais vient absolument remplir une lacune avec nous, qu'il cela ne tienne. Nous sommes toujours prêts à entrer en lice, à armes courtoises bien entendu.

Notre collègue se fâche sérieusement de ce que *nous ne déshonorons pas* tout propos, contre les abolitionnistes de Nord, mais franchement, il n'y a pas de quoi. Il sait bien (et s'il ne le sait il l'apprendra avec le temps) que nous sommes aussi hostiles qu'il puisse l'être, lui même, aux projets insensés de cette secte de fanatiques, et que nous le combattrons en temps avec autant de fermeté qu'il que ce soit. Mais faut-il donc crier en fou parce qu'une légère flamme pétille dans l'être ? S'exagérer le danger est un mauvais moyen pour le braver et nous sommes tentés de croire que notre collègue sert en cela notre cause avec plus de zèle que de jugement.

Il y a sans doute des abolitionnistes dans le Nord-Est de l'Union, il y a même des sociétés organisées pour travailler à atteindre ce but (l'abolitionisme). Mais il ne faut pas s'exagérer leur importance. On sait en général que le noyau de cette secte se composa d'illuminés, à l'imagination vive et ardente, ayant comme cela se voit toujours beaucoup d'enthousiasme et peu de raison. Par cela même cette secte doit comprendre naturellement la partie de la société la plus facile à égarer et en même temps la plus bruyante et la plus active. De là vient qu'on s'en occupe et que quelques personnes timorées à l'excès en prennent l'alarme. Cependant à y regarder de près et à considérer la chose avec le sang froid de la raison, on s'apperçoit de l'inanité de leurs efforts et des craintes qu'ils inspirent. Le peuple Américain, en effet, est réputé pour son positivisme et ce n'est pas auprès de lui que des enthousiastes fanatiques peuvent obtenir du succès. Vainement quelques hommes marquants se joignent-ils à eux leur cause est sans espoir; parce que la masse de la nation Américaine est *intéressée* à être anti-abolitioniste. Elle y est intéressée par le pécuniairement, comme les propriétaires du Sud, on patriotiquement et par raison, comme les habitans du Nord et de l'Est. Ceci est un fait inattaquable et tous ceux qui ont habité le Nord savent que même des hommes à sympathies abolitionistes sont opposés corps et âme à l'abolitionisme, parce que cette mesure ruinerait la nation entière et la priverait de ces avenir gigantesque qui doit la mettre à la tête de toutes les nations du globe.

Mais dit le *Louisianais* une législature d'Etat, cette du Vermont, a prétté une résolution favorable à l'abolitionnisme. Que prouve cela ? uniquement qu'il s'est trouvé dans cette législature une majorité ayant des opinions erronées ou plutôt des sympathies coupables sur ce sujet. Nous disons des sympathies, de préférence, parce qu'il est probable que beaucoup d'entre ceux qui ont voté pour une résolution aussi portée, eussent voté contre, si leur vote eut été demandé dans le congrès. Mais après tout que signifie le vote isolé d'une législature sur un sujet intéressant si vivement toute l'Union ? Ce vote ne prouve même pas que les citoyens du Vermont pensent ainsi; pas plus que le vote de notre législature sur les banques ne prouvait l'an dernier, que le peuple de la Louisiane fut hostile à ces institutions.

La conduite du Congrès n'est-elle pas franchement hostile aux abolitionistes et les pétitions qui ont rapport à l'abolitionisme, ne sont-elles pas invariablement écartées par une immense majorité ? C'est un fait avéré. Est-il survenu depuis peu, quelque chose qui empire notre situation à cet égard? Pas le moins du monde. Les manœuvres de ces pauvres fous d'abolitionistes ne sont pas nouvelles comme on sait, et le succès qu'elles ont obtenu par le passé doit nous donner la mesure de celui qu'elles peuvent obtenir à l'avenir.

Dira-t-on que le danger est possible ? possible, nous en convenons; car tout ou presque tout est possible. un nouveau déluge aussi est possible et cependant il y aurait folie à s'en effrayer d'avance. —

Si le danger était actuel ou seulement imminent nous serions en tête des plus énergiques défenseurs des intérêts du Sud; mais nous croyons que non-seulement il n'y a pas sujet de s'effrayer, et encore moins d'effrayer les autres, mais que ces sortes sont infiniment plus nuisibles que profitables. Rien ne peut se traiter convenablement des questions de haute politique, parce qu'il faut pour cela autre chose que des phrases, et nous avouons ne point rechercher ces questions, cependant nous ne les fuyons pas non plus et quand l'occasion s'en présente nous disons nos raisons sans morgue comme sans arrière-pensée. Mais nous ne pensons point, sans nécessité, *sur nos épaules seul le fardeau d'une immense responsabilité*. Nous ne nous proclamons point avec modestie *les seuls défenseurs du pays*. Enfin nous ne voulons pas prétendre *supporter à nous seuls tout l'édifice social ou nous essayerons nos vaillances* nous laissons ces travaux hercu-léens au *Louisianais*; seuls nous nous réservons de dire au public notre opinion sur tout ce qui peut l'intéresser sans être dominés par aucun autre motif que ce lui de bien agir.

COMPAGNIE DE DESSECHEMENT.

Notre zèle se fait remarquer principalement par de vastes projets qui tous ont pour but des améliorations plus ou moins utiles; et de toutes les diverses propriétés que qui couvrent le sol des Etats-Unis, il n'en est pas une qui se distingue plus que celle de la Louisiane et et plus particulièrement de la Nlle. Orléans par son espri et son zèle infatigable dans tout ce qui peut contribuer à l'utilité publique.

Le seul obstacle qui se présente aux progrès de ce grand centre du commerce que nous habitons, c'est la nature de notre sol. Sous tous les autres rapports, la Nlle. Orléans a de grands avantages qui découlent de sa situation, de sa magnifique facilité de communication avec l'intérieur et dans proximité de l'embouchure du fleuve marchegeur qui porte les incombrables produits de notre terroir sublonnaux. Avec le temps nulle ville ne peut disputer de diverser le haute entrepôt de l'opulence commerciale et le centre d'un négoce illimité. Ces avantages importans, elle les doit à la force irrésistible des circonstances et quelques efforts que fassent ses rivales en commerce, ces efforts seront de toute inutilité, tant que le Mississippi ne sera ni bouché, ni mis à sec, et que ses flots ne prendront pas une autre direction. Mais, tout en reconnaissant que dans tout ce qui tend à nouveau, aux commerce, et à développer ses ressources infinies, notre ville n'a rien à craindre ni de la jalousie, ni de la concurrence des autres villes, nous ne voyons découvrir que notre situation n'est pas des plus heureuse, pour ce qui concerne l'agrandissement de la Nlle. Orléans dans certaines directions, et les maladies pestilentielles qui en font pendant l'été une triste solitude, ne lui donnent un aspect fort peu engageant aux yeux de toutes les personnes qui seraient portées à en faire le lieu d'un séjour permanent. Avec cette frontière de marais d'un côté, marais jusqu'à ce jour impraticables et inaccessibles, dont le soleil brûlant détruit rapidement le brillante végétation dans latitudes du sud et émet pendant la saison des chaleurs, des terrens de miasmes qui menacent les jours des étrangers et dont la surface molle ne permet pas d'élever des édifices solides et durables, nous ne pouvons guères espérer que notre ville se distingue par en salubrité ou qu'elle s'étende autrement qu'en longueur. Nous avons deux choses importantes à faire. La première et la plus nécessaire, c'est de dessécher, s'il se peut, les sources des maladies épidémiques. La seconde, c'est d'éloigner les obstacles qui s'opposent dans ce moment à l'agrandissement de notre ville dans la direction susénoncée. Tels sont les deux buts que se propose la COMPAGNIE au Canal susnommé.

Les bienfaits que notre ville retirera du desséchement de ces eaux stagnantes qui couvrent nos cyprières, sont trop évidens pour qu'il soit nécessaire de s'étendre sur ce sujet. En donnant assez de confortances à cette immense étendue de terrain, pour qu'elle puisse se couvrir d'édifices, on fournira un champ presque illimité à l'entreprise et à l'industrie; on donnera à la ville les moyens de s'étendre et de s'établir à l'infini. On éloigne ces dépôts d'eaux pluviales qui depuis des années d'ancienneté dans ces régions jusqu'à ce jour inpénétrables, facilitent la décomposition des matières animales et végétales et émettent continuellement des vapeurs infectes et méphitiques. On assainirera lentement, mais d'une manière certaine, la santé publique on changeas en sol profitable et fertile, un terrain jusqu'alors inutile et nuisible: on le rendra propre à la culture, à l'habitation ou à tout autre usage auquel on voudra le mettre; on éloignera les motifs qui ont jusqu'à ce moment empêché les étrangers de s'établir d'une manière fixe; on offrira au marchand, au capitaliste, à l'étranger, une ville dans laquelle ils pourront exister et résider sans danger. On retiendra ainsi dans l'enfance d'habitans et on rendra stationnaires nos oiseaux de passage, qui disparaissent et reviennent chaque année ou par conséquent on augmentera notre richesse en proportion du nombre d'individus qui établiront leur demeure dans une ville, dégagée du seul inconvénient que l'on puisse lui reprocher avec justice. Ces avantages et quelques autres moins importans, seront les résultats inévitables du desséchement de nos marais.

Les anaconnis de ce plan philanthropique et d'utilité publique (car la mesure la plus admirable et la plus bienfaisante n'a-t-elle pas ses adversaires?) *ont ri de projet* et l'ont traité d'impraticable. *D'autres ont dit* que si ce plan s'exécute, il contribuera sans doute à l'extension de la ville, mais qu'il n'avancera que fort peu l'influence sur la salubrité de la Nouvelle-Orléans. Il y a partout des gens tellement enracinés de vieux préjugés, que toute amélioration, selon eux, n'est qu'une innovation inutile. Si l'on écoutait ce tellos gens, on étouffrait tout esprit d'entreprise, on arrêterait la marche progressive de la science, et l'on rejetterait tous les projets qui tendent à augmenter les aises, la richesse et le bonheur du genre humain.

Il n'existe aucun argument raisonnable ou fondé qui prouve l'impossibilité de mettre à exécution les opérations projetées par la compagnie de desséchement.

L'histoire prouve que l'absorbation des eaux qui couvre une quantité de terres stériles et inutiles n'est point une expérience nouvelle ou visionnaire. Les marais de Harlem, ceux de Castelnaudary, en France ont été transformés en terres labourables par la même application des principes hydrostatiques; que l'on cherche à étendre aux marais de la Nelle.-Orléans. Tout récemment les terres submergées de M. Lizardi, de cette ville, ont été desséchées par les mêmes moyens. Nous admettrons que c'est une entreprise gigantesque, qui exigera du temps, des fonds, beaucoup de soin, d'intelligence et d'industrie, mais personne ne niera que l'importance du plan en vue ne soit en rapport avec la grandeur de l'entreprise. Nous ne voyons pas sur quoi se fondent les adversaires de la compagnie du desséchement, lorsqu'ils disent que la salubrité publique ne gagnera rien à ces opérations. Tous les médecins admettent que les miasmes des marécages sont une source féconde d'épidémies. S'ils ne sont point la cause première de la fièvre, ils en sont du moins les promoteurs les plus puissans. Les émanations des matières végétales qui se déposent dans nos cyprières, combinées avec la force des rayons du soleil et jointes à certaines situations météorologiques de l'atmosphère sont très probablement les principaux démons créateurs des maladies pestilentielles. Eloignons la cause, et les effets cesseront. On sait que nos fièvres d'automne, si intraitables, si fatigantes proviennent de l'action longue et continue des rayons du soleil, sur les marais dernière la ville. Elles disparaîtront avec le desséchement de ces marais.

Nous aurions bien encore quelque chose à dire à ce sujet, sur lequel nous appelons l'attention de la législature. Mais nous nous voyons forcés de le renvoyer à une autre fois.

TABLEAU PHRENOLOGIQUE
Par M. J. D. ZENDER.

Le système de Gall, s'il a eu de nombreux prosélytes a eu aussi de nombreux détracteurs. La question, si ardue, de la phrénologie a été, pour ainsi dire, un champ de bataille sur lequel toute les opinions diverses se sont donné rendez vous. Il y a long temps déjà que le combat dure et cependant il n'est pas près encore d'être terminé

Toutefois, les adversaires, même les plus acharnés, de Gall, tout en niant la vérité de la phrénologie comme science, se sont tous plu à reconnaître qu'elle avait fait faire un grand pas à la philosophie. C'est en effet, le docteur Gall, qui a découvert, en dehors de son système, de grandes vérités morales, qui n'importent guères moins à l'humanité que la création d'une science nouvelle. La phrénologie doit donc mériter, ne serait-ce qu'à ce titre, une discussion grave et sérieuse même de la part des incrédules.

Cependant il est à peu près prouvé aujourd'hui que si la phrénologie est encore dans l'enfance, elle a droit n'étaient pas d'accord sur les deux premières sections de bill, mais qu'ils avaient le même opinion en faveur de la 3e section. Sur motion de M. Leckett. La rapport et le bill sont ordonnés à l'impression et sont déposés sur le bureau sujets à l'appel de la Chambre.

M. Grisamig introduit un bill pour amender un acte autorisant le Gouverneur à acheter des armes pour l'usage de l'Etat.

Lu pour la troisième fois et adopté un acte amendant l'acte d'incorporation de la maison d'éducation de femmes de Covington. Dans la pensée de M. Ramsany et incorporant l'institut de Springfield dans la paroisse de Livingston.

ORDRE DU JOUR.

On commence la discussion du bill tendant à amender la constitution de l'Etat.

M. Kenner pense que c'est une perte de temps inutile que de s'en occuper à présent, puisque ce bill est maintenant devant le Sénat lorsque ce corps l'enverra, ce sera le moment de s'en occuper.

M. Radir s'oppose à tout ajournement de la discussion du bill. Il n'attend point de connaître l'action du Sénat là dessus. Le bill est très important. Il cherche à expliquer soi opinion sur les amendemens qu'on a présentés, mais la Chambre consultée décide par 39 contre 19 que le bill sera déposé sur le bureau jusqu'à nouvel ordre.

Un acte pour amender l'acte créant une nouvelle paroisse, sous le nom de Claiborne, attraite du territoire de celle des Natchitoches.

Le bill pour l'amélioration de la route de Valelle, paroisse de Concorde à Harrisonburg, vient pour sa troisième lecture et est déposé sur le bureau, sur motion de M. Phelps, pour être à la disposition de la Chambre.

On adopte un bill créant des notaires publics additionnels dans les paroisses de Carroll, Ouachita, Claiborne et Ouest-Feliciana.

La chambre s'ajourne.

SUR L'INDEPENDANCE DES BANQUES.

A Messieurs les Rédacteurs de l'Abeille.

Messieurs,

Dans votre feuille du 21 janvier vous annoncés que vos colonnes seront ouvertes aux personnes qui désireront traiter la question des banques indépendantes, et vous témoignez je me rappelle votre désir que plusieurs articles sur ce sujet.

J'ai l'honneur de vous saluer avec respect;

A. RIDE.

Avant d'entrer en matière, et d'appuyer par un raisonnement aussi court que possible la nécessité de laisser à tous la faculté de faire la banque en société par actions avec un gérant représentant la société, je crois devoir faire quelques observations, et demontrer que cette faculté est un droit qu'on ne peut refuser sans injustice et sans despotisme. Dans tous les cas, je pense que la législature doit accorder les personnes ou sociétés à fournir au public des garanties positives et non illusoires, comme celles qui existent à l'égard des banques en opérations dans ce moment.

Je dirais d'abord, que la faculté de faire la banque, une fois accordée à tun ou à plusieurs, dans un pays libre, devient immédiatement un droit qui appartient *incontestablement à tous*, et que *toute loi ou article de loi en opposition avec ce principe de liberté* est un privilège attentatoire à l'égalité de droits des citoyens. En France, pays monarchique, où les citoyens jouissent généralement de moins de liberté, où les droits sont plus restreints, *deux lois de ce genre* n'ont cessé de soulever l'animadversion publique, l'une sur la culture du tabac, l'autre sur la banque de France, enfin, cette dernière vient d'être étudiée par la banque Lafitte et tous les efforts du gouvernement réunis à ceux des partisans de la banque n'ont pu obtenir que la chambres le moyen de maintenir indirect, le privilège ne fut pas passer une loi qui pouvait nuire, soit directement, soit indirectement à la banque Lafitte; enfin, on a préféré être victime des abus que l'on faisait de lui à faire de la quelle la banque Lafitte s'est établie plus fort que d'y faire un changement dont le résultat aurait été la confirmation d'un privilège.

Si dans un pays monarchique, le monopole est en horreur, et comme privilège, et aussi parcequ'il attaque tous établissement d'existence matérielle de chacun, combien, à plus forte raison ne doit il pas l'être dans un pays républicain! Cependant, il est juste de convenir que souvent, en agriculture, en trafic, en industrie il a produit de bons effets pour établir et consolider une spéculation, un trafic, une industrie favorable au pays; dans tous les cas il ne peut être utile que comme un moyen de transition, et hors de cette position, à tous plus dangereux dans une république que dans une monarchie, où le souverain peut le briser de suite par un effet de sa grande puissance; le monopole n'engendre que despotisme, dépendance, misère; despotisme puisqu'il attente au droit d'égalité du citoyen, dépendance, parce qu'il produit injustement au profit de quelques uns des bénéfices au détriment de la masse; et misère parce que ceux qui sont à la tête de ces grandes intelligences ne s'y placent, ou n'y font grâce et indulgent peu que le contrôle du gouvernement contre lequel ils luttent avec avantage, et finissent presque toujours par disparaître à leur profit de la fortune des citoyens, enfin, il crée la plus insupportable des aristocraties, celle qui ne repose pas sur un service rendu au pays, l'aristocratie par argent; quelque soit les dons que la nature nous a répandus sur un pays, le monopole les annihilera; quelque soit son commerce et les avantages de sa position il les anéantira.

Si maintenant je parviens à démontrer que la système des banques qui l'a existé dans la Louisiane, est un monopole de fait arrêté, la conclusion sera facile dans un pays qui prétend être libre, et où les citoyens veulent surtout être égaux en droits; certainement la victoire restera au peuple, mais par la difficulté qu'il éprouvera pour rentrer sans violence dans ce qui lui appartient il connaîtra combien il est dangereux pour la liberté de laisser employer le système des privilèges même pour obtenir de grands et favorables résultats.

Le monopole est un privilège de bon plaisir, qui par conséquent est accordé ou refusé à volonté par le gouvernement d'un pays à un ou plusieurs, jouis dure un trafic avec des droits et avantages qu'il interdit aux autres citoyens. Il résulte de l'état actuel de la législation que les citoyens de l'état de la Louisiane ne peuvent se réunir en société par actions pour faire le trafic de l'argent, et de papier, sans les mêmes avantages que les banques, elle n'ont obtenu par établissement de chartes de la Législature, charte qu'elle peut refuser si bon lui semble. La plupart des législateurs croient avoir le pouvoir de refuser une charte, demandée aux mêmes conditions que celles déjà accordées, à cet égard ils sont dans une erreur si grande que je ne crois pas qu'il y ait le moindre argument pour soutenir cette opinion quand on lui opposera l'égalité de droits des citoyens. Mais si on admet que le gouvernement puisse refuser une charte à volonté, ce n'est plus un privilège de bon plaisir et par conséquent un monopole, en raison de l'espèce du privilège, or le privilège et le monopole étant incompatibles avec l'égalité de droits des citoyens ils doivent cesser d'exister sur la réclamation même d'un seul citoyen.

Dans un second article je démontrerai la nécessité de laisser immédiatement aux citoyens la faculté d'établir des banques indépendantes, en se conformant à une loi sur cette matière.

A. RIDE.

Nous admettons cette communication avec plaisir, comme nous avons admis celle d'un VIEUX FRANÇAIS, sans voir les choses de la même manière. Prochainement nous nous proposons d'examiner notre même ce sujet.

Monsieur le Rédacteur,

A mon arrivée de la campagne, je viens de lire dans votre no du 14 courant, une article d'économie politique signé un *vieux français*, veuillez m'en donner quelques lignes en réponse, si, comme il le dit lui même, vous les en trouvez dignes

Je ne crois point, comme le prétend mon compatriote, (puisqu'il ne nomme nullement, mais que je suppose être capitaliste) que le maximum de pour le taux de l'intérêt de l'argent soit un vice dans la législation car dans presque tous les pays cette loi est en vigueur, et avec raison, puisque tous les abus qui en ont résulté ont prouvé qu'il fallait mettre un frein à cette soif de avarice qui dévorait la père de famille, la veuve et l'orphelin. Précisément au France où cette loi existe au taux de 5 pour cent l'an, et d'après l'usage des places de commerce, à 6 pour cent, avec les renouvellements et les intérêts et les 1/4 de courtage (usage établi,) le négociant obligé de faire des emprunts fréquents est bientôt dévoré par ces pertes énormes et interpelé pour ainsi dire. Je ne pourais mieux le comparer qu'à un homme qui, sans y songer d'abord et ne s'en aperçoit que lorsqu'il ne peut plus en sortir, englouti par ses propres efforts.

Un capital en argent est bien, comme le dit l'auteur de l'article, un instrument de travail et d'industrie, mais pour l'industriel pauvre, il ne faut pas que le taux en soit trop élevé, surtout quand il offre des garanties moindres. Si ce taux n'était point fixé, prenez par la rapidité soutenue d'un couple, ou le fanatisme d'une supériorité, ce même industriel qui passerait ses nuits à ses jours dans un travail forcé engraisserait un usurier qui, tranquille chez lui, à l'abri des fatigues et de l'intempérie des saisons, n'aurait d'autre souci que celui de supputer ses intérêts et ses arrérages. Ce serait une injustice répandus sur un pays, le monopole les annihilerait; quelque soit son commerce et les avantages de sa position il les anéantira.

Si maintenant je parviens à démontrer que le